

---

**Région et Développement**

*n° 51-2020*

www.regionetdeveloppement.org

---

## **Introduction**

### **Les questions soulevées en économie des migrations**

**Alexandra SCHAFFAR\***

---

**Résumé** – Nous proposons, sans chercher à être exhaustif, de visiter les approches principales qui ont marqué les travaux en économie sur les migrations à travers différentes questions fondamentales associées à la mobilité interrégionale ou internationale : qui migre et pourquoi ? Quels sont les choix de localisation d'un migrant ? Comment s'intègre-t-il ? Gagne-t-il autant qu'un natif à niveau de qualification égal ? Y a-t-il ségrégation sur le marché de l'emploi ou en matière d'habitat ? Ce numéro de *Région et Développement* sur les migrations comprend un ensemble d'articles qui apportent certaines réponses à ces questions, en mettant en lien les comportements des migrants avec les caractéristiques des territoires de départ et de destination.

---

**Classification JEL**

F22, F24, O15, R23

**Mots-clés**

Economie des migrations  
Mobilité résidentielle  
Immigration

---

---

\* LEAD, Université de Toulon ; DIAL LEDa, Université Paris Dauphine ; schaffar@univ-tln.fr

Selon le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), il y a environ 272 millions de migrants internationaux dans le monde en 2019 : ils représentent 3,5% de la population mondiale. Depuis 2010, les flux des migrations internationales, choisies ou forcées, se sont accélérés : 51 millions de personnes ont franchi les frontières de leur pays en quête d'une nouvelle destination. En 2015, au pic de la crise migratoire en Europe, plus d'un million de personnes ont traversé la mer Méditerranée ou les Balkans pour essayer de s'installer dans l'espace Schengen. Cette crise a révélé à la fois le drame humain de la migration mais aussi l'incapacité de l'Union européenne à apporter une réponse concertée et efficace à l'accueil des migrants.

En Europe, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, l'Allemagne apparaît comme le principal pays d'accueil des migrants. Durant les Trente Glorieuses, ce pays a accueilli les trois quarts des travailleurs immigrés du Vieux Continent, dont un tiers en provenance d'autres pays européens. Dans les années quatre-vingt-dix, l'Allemagne fut la destination principale des immigrés provenant de l'Europe de l'Est à l'issue de la chute des régimes communistes, puis elle a accueilli 90% de la grande vague des migrants non-européens de la dernière décennie. A l'inverse, en France, où l'immigration est un phénomène ancien de plus de cent cinquante ans, le nombre de résidents étrangers reste situé depuis la fin des années quatre-vingt autour de 3,5 millions de personnes<sup>1</sup>.

Bien que les migrations internationales s'affichent souvent au cœur de l'actualité politique récente, elles ne représentent que la partie immergée de l'iceberg en matière de changement démographique lié aux déplacements : les migrations internes, qui recensent les mobilités résidentielles à l'intérieur des frontières nationales, concernent environ 740 millions de personnes, soit un volume trois fois supérieur à celui des migrations internationales (PNUD, 2019). Les migrants, internes ou internationaux, représentent ainsi un habitant sur sept dans le monde.

Par son ampleur, le phénomène de migration a conduit à de nombreux travaux théoriques et empiriques qui se focalisent, d'une part, sur les causes de la mobilité démographique et, d'autre part, sur ses conséquences sur les territoires de départ et d'arrivée. L'économie des migrations s'est construite à partir d'un ensemble d'approches hétérogènes, croisant plusieurs domaines d'analyse économique, et en interaction avec d'autres sciences sociales. Elle abrite des analyses microéconomiques qui s'interrogent sur les caractéristiques et les choix de destination des migrants, des approches macroéconomiques qui étudient les effets des migrations sur la croissance et sur les performances des marchés du travail nationaux et régionaux, des travaux empiriques qui ciblent l'attractivité des territoires et les effets positifs et négatifs des mobilités résidentielles sur le développement local.

Ranger ces différents travaux dans une revue de la littérature exhaustive sur les migrations est une tâche délicate et probablement impossible. Il semble beaucoup plus opportun de visiter les approches principales qui ont marqué l'économie des migrations via différentes séries de questions fondamentales auxquelles cette discipline prétend répondre : qui migre et pourquoi ? Quels sont les choix de localisation du migrant ? Comment un migrant s'intègre-t-il ? Gagne-t-il autant qu'un natif à niveau de qualification égal ? Observe-t-on des phénomènes de ségrégation sur le marché de l'emploi ou en matière d'habitat ?

Ce numéro de *Région et Développement* sur les migrations comprend un ensemble d'articles qui apportent certaines réponses à ces questions, en mettant en

---

<sup>1</sup> Il convient néanmoins de nuancer les termes immigrés et étranger. La politique de naturalisation reste très active en France, contrairement à l'Allemagne, permettant à de nombreux immigrés d'obtenir la nationalité française et de ce fait de disparaître des statistiques mesurant la population étrangère résidente.

lien les comportements des migrants avec les caractéristiques des territoires d'accueil et de destination<sup>2</sup>.

## 1. L'ÉCONOMIE DE LA MIGRATION

### 1.1. Les modèles standards d'inspiration néoclassique

Bien que les origines des modèles théoriques sur les migrations remontent aux écrits d'Adam Smith (1776) sur la mobilité du facteur travail, ce sont les travaux de Ravenstein (1875) qui apparaissent comme la première tentative d'une analyse spécifique de l'économie des migrations. A partir d'un ensemble d'observations empiriques érigées en lois de migration, les travaux de Ravenstein épousent l'hypothèse néoclassique selon laquelle la migration répond aux choix rationnels des agents économiques en matière de localisation, afin de maximiser leur bien-être sous la contrainte du revenu. Les flux de migration apparaissent comme l'agrégation de décisions individuelles, permettant de corriger les disparités géographiques des marchés du travail.

Les travaux sur les déterminants de la mobilité résidentielle se trouvent au cœur des constructions théoriques qui fondent l'économie des migrations. Les approches traditionnelles sur les migrations admettent l'hypothèse que la décision de migrer ou pas d'un individu repose sur la comparaison du salaire et/ou du revenu entre le territoire de départ et le territoire de destination. Ces approches considèrent le gain individuel comme l'essence de la mobilité géographique, réduite à une finalité professionnelle, indépendamment de l'échelle spatiale considérée.

Sjaastad (1960) calibre un premier modèle explicatif de la décision de migrer en considérant non seulement les gains éventuels de salaire courant, mais aussi les différentiels des coûts de la vie et le coût de la migration. La dimension dynamique du modèle repose sur l'intégration de l'espérance des gains et des coûts futurs de la migration dans la décision des individus. Dans la continuité des travaux de Sjaastad, Harris et Todaro (1970) analysent le phénomène d'exode rural dans les pays en développement, en ajoutant, aux différences de rémunération entre les espaces ruraux et urbains, une dimension probabiliste qui intègre l'espérance (des ruraux) d'obtenir plus ou moins facilement un emploi mieux rémunéré en ville. Harris et Todaro montrent que la probabilité de migrer est d'autant plus grande que la croissance économique de la ville est élevée, le taux de chômage faible et la rotation sur le marché du travail local rapide.

Le modèle de Sjaastad est à l'origine d'un ensemble de travaux qui, sous l'hypothèse d'une mobilité parfaite du travail, prévoient une relation linéaire entre les flux de migration et les différentiels de salaires réels espérés entre les régions de départ et de destination (Gallaway, 1969 ; Krieg, 1997 ; Bauer et Zimmermann, 1999 ; Mansoor et Quillin, 2006 ; Krieger et Maître, 2006). Pissarides et McMaster (1990) appliquent ce modèle aux migrations internes en Grande-Bretagne et valident l'hypothèse d'une convergence des niveaux d'emploi et des salaires dans les marchés régionaux du travail, tout en admettant que ce processus s'inscrit dans la longue durée.

### 1.2. L'hétérogénéité individuelle

A côté de ces modèles qui se focalisent sur le gain monétaire de la migration, un ensemble de travaux théoriques ou empiriques cherchent à enrichir et à affiner

---

<sup>2</sup> Un numéro prochain de la revue, coordonné par Joël Oudinet, viendra explorer les liens entre les migrations et le développement économique.

l'analyse des déterminants de la décision migratoire, en admettant l'hypothèse d'une hétérogénéité individuelle des agents économiques.

Becker (1962) souligne que la propension à migrer des individus est négativement corrélée avec l'âge. Greenwood (1973) retient l'âge moyen de la population d'une zone comme variable explicative de l'émigration. Roger et Castro (1981) supposent que la courbe de la migration est modulée par les étapes de vie d'un individu (études, mariage, premier emploi, retraite) et les différents types de besoin qu'elles génèrent. Des travaux similaires (Courgeau, 1984 ; Rogers et Willekens, 1987 ; Warnes, 1992 ; Debrand et Taffin, 2005) cherchent à mettre en évidence le lien entre les séquences du cycle de vie d'un individu et sa probabilité de migrer. L'ensemble de ces travaux considère qu'avec l'âge, le coût de la mobilité devient plus élevé, car un changement résidentiel conduit à une perte nette du capital social établi par les individus dans le milieu où ils habitent. L'hypothèse que ce capital social fortement territorialisé, perdu en cas de migration, affecte les décisions des agents est largement admise aujourd'hui, mais la mesure de ce capital social reste problématique.

Plusieurs études proposent des critères complémentaires pour capturer l'hétérogénéité individuelle, tels que le niveau de capital humain d'un individu (souvent appréhendé par son niveau d'éducation), sa situation familiale, son positionnement social. Certains chercheurs insistent sur le rôle de la composition familiale dans la décision de migrer. De Jong et al. (2005) admettent l'hypothèse que la décision de migrer est prise au niveau du ménage et non pas de façon strictement individuelle. Batman et Munro (2005) explorent les différences dans les décisions individuelles de migrer selon la composition et le statut familial. Adamowicz et al. (2005), Marcucci et al. (2010) montrent que la probabilité de migrer augmente dans les familles dont les membres ont un niveau d'éducation et un statut social proches. Enfin, certains travaux envisagent l'influence d'autres caractéristiques individuelles sur la décision de migrer telles que le statut d'occupation du logement (Gobillon, 2001), l'intégration sociale dans le territoire d'origine (McKenzie et Rappoport, 2012), la force des réseaux culturels (Calvo-Armegnol et Jackson, 2007) et ethniques (Rosenbloom et Waldorf, 2001 ; Hernandez-Murillo et al., 2011).

### **1.3. Le rôle du capital humain**

Un grand nombre d'études expliquent la sélectivité des migrants par le niveau de capital humain individuel. Roy (1951) calibre une série de modèles qui établissent une relation entre le niveau de capital humain et les choix de migration des agents. Selon Roy et les travaux qui ont suivi, le niveau de capital humain individuel affecte non seulement la décision de migrer, aux âges jeunes notamment, mais également le comportement des migrants par la suite (choix de localisation du ménage, retour au pays d'origine à la retraite...).

Borjas (1987) et Borjas et al. (1992) introduisent un ensemble de modèles minceriens, permettant d'étudier la décision migratoire des individus en fonction de leur capital humain. Antolin et Bover (1997), Chiswick (2000), McCormick et Wahba (2001), Waldorf (2009), Poot et al. (2009) montrent qu'un niveau supérieur de diplôme augmente la probabilité de migrer. Concernant la migration internationale, Docquier et Marfouk (2006) et Docquier et Rappoport (2012) soulignent que dans les régions d'émigration, la mobilité est supérieure pour la population bénéficiant d'un niveau d'éducation élevé. Whisler et al. (2008) développent un modèle explicatif de la décision de migration dans lequel l'augmentation du niveau d'éducation est associée au cycle de vie de l'individu. Grogger et Hanson (2011) arrivent au même résultat en calibrant un modèle alternatif sous l'hypothèse que le retour d'investissement

en capital humain attendu par la mobilité est croissant : les personnes avec un niveau d'éducation élevé espèrent, suite à la migration, un gain en revenu proportionnellement supérieur que les personnes avec un niveau d'éducation faible.

En France, Gobillon (2001) rappelle que le niveau de formation exerce une double influence sur la propension à migrer, d'une part parce que les individus les plus éduqués disposent d'une plus grande capacité d'obtenir et d'analyser les informations envoyées par des marchés du travail plus ou moins spatialement segmentés et, d'autre part, parce qu'au fur et à mesure que le niveau de capital humain d'un individu augmente le nombre d'emplois auxquels il peut prétendre s'élargit. Vignale (2016) constate que l'Ile-de-France concentre une grande partie des diplômés du supérieur, car elle conserve la majorité des jeunes formés dans ses Ecoles et Universités, tout en attirant un nombre important de jeunes formés dans les autres régions. Cette polarisation des migrations s'atténue pour des niveaux de diplôme inférieurs.

#### 1.4. Les choix de localisation résidentielle

Une autre série de travaux sur les choix migratoires se focalise sur les préférences résidentielles des individus. Ces dernières sont déterminées, outre l'emploi et le salaire, par la variété des aménités locales, la qualité des biens publics locaux, l'accès à une consommation diversifiée, le cadre environnemental et le cadre de vie ou l'offre culturelle (Rosen, 1979 ; Roback, 1982, Graves et Mueser, 1995 ; Brueckner et al., 1999). Aux Etats-Unis, ces travaux ont permis d'interpréter l'attractivité démographique du *West Coast way-of-life*, en modélisant les compensations salariales des migrants par des avantages non-monétaires, perçus sous la forme de consommation d'aménités locales (Glaeser et Tobio, 2008 ; Waltert et Schlapfer, 2010). Chen et Rosenthal (2008) émettent l'hypothèse que les individus migrent davantage pour changer de cadre de vie que pour un meilleur salaire.

A la suite des travaux de Cragg et Kahn (1997) et de Maddison (2003), de nombreuses études produisent des modèles où la décision de migrer repose également sur la prise en considération des aménités climatiques. Selon Rappaport (2007), l'augmentation durable du revenu par habitant aux Etats-Unis, combinée à l'accroissement de l'espérance de vie et au développement des technologies de l'air conditionné, sont les facteurs explicatifs du flux migratoire important entre les Etats aux climats froids et humides et les Etats aux températures clémentes et au climat sec. D'autres études montrent que les aménités climatiques influencent certaines catégories de migrants, tels que les retraités et/ou les cadres et les individus bénéficiant d'un niveau de capital humain élevé (Bayer et al., 2009 ; Glaeser et Gottlieb, 2009 ; Albouy et Stuart, 2015). En France, Cavailhès et al. (2009) estiment la demande immobilière par zone géographique en fonction d'un ensemble de *proxies* permettant de mesurer la qualité de vie locale, où se trouvent des variables climatiques et les températures annuelles moyennes. Dans leur comparaison des prix immobiliers des différentes régions françaises, Joly et al. (2010) montrent que l'augmentation de la température moyenne de 1°C, entre avril et octobre, correspond à un prix immobilier moyen supérieur de 5% (hors Ile-de-France).

Bien qu'une grande majorité des travaux sur la mobilité résidentielle semble intégrer le rôle des aménités dans la décision des individus de migrer, leur effet reste fortement controversé, d'autant plus qu'il semble difficile de prétendre à couvrir tous les cas possibles. Comme le souligne Jayet (1996), les stimulations professionnelles et résidentielles s'entremêlent, ce qui rend *in fine* le choix de localisation dépendant d'un éventail d'opportunités spécifiques qu'offre un territoire à un individu : un travailleur jeune, célibataire, avec un niveau d'éducation élevé a une probabilité plus grande de migrer durant sa vie active qu'un ouvrier spécialisé en fin de

carrière et père de famille. Et même, en cas de migration pour les deux types d'individus, il est peu probable qu'ils choisissent des destinations semblables (Combes et al., 2008). Schaffar et al. (2018) montrent les différences, en matière de choix de localisation, des mobilités résidentielles des actifs et des retraités en France.

### **1.5. L'intégration dans le marché du travail**

L'intégration des migrants dans les pays et régions d'accueil englobe une autre série de questions et génère de nombreux débats. A travers le travail initial de Becker (1962) et de Schelling (1969), l'économie des migrations intègre les approches sur la ségrégation, en pointant notamment les questions de la discrimination sur le marché du travail.

Selon Borjas (1992), aux Etats-Unis, l'écart salarial entre natifs et immigrés décroît lentement. Les revenus moyens des deux sous-groupes convergent dans une période de 20 ans (Isaacs et al., 2008). La durée de convergence salariale varie d'un pays à l'autre : entre 10 et 30 ans au Canada, environ 13 ans en Allemagne (Dustmann et Preston, 2007) et 25 ans en Suède (Edin et al., 2000), plus de 40 ans au Royaume Uni (Platt, 2005; Algan et al., 2010). Aux Pays-Bas, la convergence salariale est rapide en début de carrière mais se ralentit fortement par la suite (Bratsberg et al., 2006) tandis qu'en Italie la durée de convergence semble s'allonger depuis 2000, du fait que ce pays accueille de nombreux immigrés clandestins destinés aux travaux manuels et agricoles les plus ingrats et les moins bien payés (Brücker et al., 2011). En France, plusieurs études montrent que l'intégration des immigrés dans le marché du travail reste problématique (Duguet et al., 2010; Bouvard et al., 2009). Selon Aeberhardt et Rathelot (2013), on constate une absence de convergence des revenus, y compris intergénérationnelle, le salaire des immigrés d'Afrique du Nord et de l'Afrique subsaharienne restant systématiquement inférieur à celui des natifs, à qualifications égales.

Les différences en capital humain des travailleurs immigrés définissent largement le degré et la rapidité de leur intégration dans le marché du travail du pays et/ou de la région d'accueil. Les travailleurs en provenance de l'OCDE ou des pays européens bénéficient d'un salaire nettement plus élevé indépendamment du pays d'accueil. A l'inverse, les travailleurs d'origine indienne au Royaume-Uni, les Mexicains ou autres Latino-Américains aux Etats-Unis et les immigrés de l'Afrique subsaharienne en Europe de l'Ouest s'intègrent plus difficilement aux marchés nationaux du travail, du fait d'une certaine attitude latente de ségrégation de la part des employeurs et aussi à cause de leur plus faible qualification.

Selon Borjas (1992), les primo-arrivants aux Etats-Unis sont caractérisés par un net désavantage en termes de qualification, ce qui explique, en partie, leur plus faible rémunération. De la même façon, dans la plupart des pays européens, les travailleurs immigrés affichent souvent un déficit conséquent de capital humain par comparaison aux natifs, ce qui les cantonne dans des tâches de production les moins valorisantes, y compris du point de vue salarial, tandis que leur carrière professionnelle se trouve ralentie (Meurs et al., 2006 ; Silberman et al., 2007; Algan et al., 2010 ; Rathelot, 2010).

### **1.6. Intégration sociale et ségrégation géographique**

Une dernière série de questions porte sur la ségrégation géographique, avec l'apparition de zones urbaines marquées par le communautarisme et la discrimination sur le marché de l'habitat.

Plusieurs travaux mettent l'accent sur l'apparition d'un phénomène de ségrégation géographique dans les pays industrialisés, avec d'une part l'existence des habi-

tats traditionnels de population native et d'autre part la formation de clusters, souvent périphériques aux grandes agglomérations, des ménages immigrés. Les effets rétrospectifs et de *lock in* géographique expliquent en partie le choix de localisation des immigrés primo-arrivants et la formation de communautés ethniques.

Selon Zavodny (1999), la dépendance aux filières de migration précédentes semble constituer le principal levier de localisation des ménages immigrés aux Etats-Unis. Les avantages sont multiples (Bauer et al., 2005) : bénéficier des externalités positives d'un réseau ethnique ou linguistique pour s'insérer dans les marchés locaux du travail ou trouver un logement, disposer d'un support financier communautaire informel et se soustraire de la pression d'intégration à une nouvelle culture et un environnement inconnu. Néanmoins, Dimou et al. (2020) montrent que cette dépendance au passé diminue par la suite, lorsque une fois installés dans le pays les ménages immigrés se destinent à une nouvelle mobilité résidentielle. Leur étude montre que les choix de localisation des ménages immigrés sont beaucoup plus sensibles aux caractéristiques du marché local du travail et à la probabilité d'obtenir un logement en habitat social qu'à la présence d'autres ménages immigrés de même origine ethnique.

Selon Chiswick et Miller (2005) et Boschman et Van Ham (2015) la séparation spatiale entre les populations natives et immigrées peut être le résultat d'un processus migratoire cumulatif qui conduit, dans les grandes agglomérations américaines, à l'apparition de quartiers ethniques spécifiques (Little India, Chinatown, Little Italy) qui s'émancipent en affichant une appartenance culturelle différente mais complémentaire à celle du pays d'accueil. Cependant, en Europe, sous cette forme de tels quartiers sont plus rares (Leary et McCarthy, 2013).

En France, plusieurs études montrent que la localisation des immigrés est un phénomène complexe et évolutif, expliqué par plusieurs facteurs parmi lesquels on trouve la discrimination sur le marché immobilier mais aussi les choix ethnocentriques de ces ménages (Bouvard et al., 2009 ; Aeberhardt et al., 2010 ; Pan Ké Shon, 2010 ; Duguet et al., 2010 ; Decreuse and Schmutz, 2012 ; Verdugo, 2014 ; Dimou et al., 2020 ; Ettouati et Schaffar, 2020).

## 2. MIGRATIONS ET TERRITOIRES

Ce numéro spécial de la revue *Région et Développement* sur les migrations, par les différentes contributions qui y figurent, aborde, sous certains angles, l'ensemble des questions soulevées précédemment.

Les deux premières contributions examinent la façon dont les risques climatiques influencent les décisions de migration et de mobilité des ménages, à des échelles spatiales très différentes.

Dans un travail original à partir d'une analyse cliométrique sur deux mille ans d'histoire de la Chine impériale, **Olivier Damette** explique le rôle des variations climatiques sur les mouvements migratoires des nomades dans ce pays. Les résultats économétriques permettent d'identifier à différentes périodes des sous-régimes climatiques à travers une analyse de séries temporelles non linéaire. Olivier Damette montre que lors des épisodes prolongés de sécheresse et/ou de pluviosité insuffisante, les migrations des nomades du Nord vers le Sud de la Chine se sont accentuées. Il montre à ce propos qu'une augmentation de la température, aussi bien qu'une baisse de la pluviosité, a affecté les décisions migratoires des populations nomades.

Par cette analyse, Olivier Damette souligne non seulement la complexité de l'influence du changement climatique sur les flux migratoires en Chine, depuis deux mille ans, mais explique aussi un certain nombre de conflits et de tensions qui se sont historiquement produits entre les pasteurs nomades du Nord et les agriculteurs sédentaires du Sud. Il introduit, ainsi, une analyse originale sur les relations

entre le changement climatique, les migrations et les conflits économiques et sociaux qui surviennent dans les pays en développement.

Dans un deuxième article qui concerne les effets du changement climatique et le rôle des variables environnementales sur la mobilité résidentielle des ménages, **Yong Jee Kim, Brigitte Waldorf et Juan Sesmero** étudient les décisions de localisation des habitants de la commune littorale d'Escambia, en Floride, suite à chaque épisode d'inondation. En travaillant sur une échelle spatiale très fine, les auteurs analysent la façon dont les risques naturels influencent la décision de mobilité des résidents. Ils montrent que l'aversion au risque décroît de façon exponentielle avec le temps : lorsque les épisodes d'inondation surviennent, les flux de départs augmentent ; au fur et à mesure que ces événements sombrent dans un certain oubli collectif, les migrations entrantes prennent le pas... jusqu'au prochain épisode ? Yong Jee Kim, Brigitte Waldorf, Juan Sesmero montrent que depuis quelques années la fréquence de ces épisodes d'inondation avec la montée du niveau de la mer augmente du fait du réchauffement climatique.

**Brice Barois**, de son côté, étudie le rôle des activités de connaissance et des emplois créatifs sur les choix migratoires de la population des moins et des plus de 30 ans en France métropolitaine. Brice Barois tend à souligner le lien entre l'attractivité des jeunes actifs ou étudiants, la « connectivité numérique » et la créativité des territoires. En utilisant un ensemble de modèles Probit et Heckman sur des données mises à disposition par l'INSEE, Brice Barois montre que les moins de trente ans connaissent une plus grande mobilité résidentielle vers des territoires caractérisés par un poids important d'activités créatives, contrairement à leurs aînés dont la décision de migrer semble relativement insensible à ces variables.

L'article de **Florence Arestoff et El Mouhoub Mouhoud** s'interroge sur l'intégration des migrants et de leurs descendants dans leur territoire d'accueil en France. Depuis trois décennies, on observe la formation de certaines zones urbaines périphériques aux grandes agglomérations, dans lesquelles sont concentrées les populations les plus vulnérables, parmi lesquelles de nombreux immigrés et/ou des descendants d'immigrés. Florence Arestoff et El Mouhoub Mouhoud analysent les difficultés que rencontrent ces personnes pour sortir de ces quartiers. A caractéristiques égales en termes d'éducation, les immigrés n'ont pas les mêmes chances que la population non immigrée de choisir leur localisation géographique pour des raisons socioéconomiques et aux représentations des minorités ethniques tant par les individus qui composent la population majoritaire du pays d'accueil que par les immigrés ou leurs descendants eux-mêmes. Pour illustrer leurs arguments, Florence Arestoff et El Mouhoub Mouhoud s'appuient sur l'enquête Trajectoires et origines (TeO) de 2008 de l'INSEE qui permet de distinguer les immigrés, mais aussi les immigrés de deuxième génération. Leurs résultats montrent que les immigrés sont davantage mobiles géographiquement mais leur probabilité d'accéder à la propriété est inférieure à celle de la population majoritaire. Ce phénomène est particulièrement marqué pour les populations originaires d'Afrique subsaharienne ou d'Afrique du Nord. S'agissant des descendants d'immigrés, et a fortiori des descendants d'un seul parent immigré, leur localisation d'origine ne constitue pas un élément déterminant de leur mobilité résidentielle ou de leur accès potentiel à la propriété. Des facteurs tels que l'âge, la taille du ménage, le revenu ou le niveau d'éducation s'avèrent prépondérants.

Les contributions suivantes se focalisent sur les décisions des immigrés de rapatrier une partie de leur revenu dans leur pays d'origine et les effets de ces transferts monétaires sur l'économie des pays d'origine.

**Nader Nefzi, Joël Oudinet et Mouez Soussi** étudient l'impact des transferts de fonds des migrants sur le taux de change effectif réel (TCER) pour trois pays du



Maghreb, la Tunisie, le Maroc et l'Algérie, entre 1980 et 2015 à l'aide de la méthode des moindres carrés généralisés estimés réalisables. Ils montrent que dans ces pays, l'afflux des transferts de fonds entraîne, non pas une appréciation, mais une légère dépréciation du TCER à long terme. En période de surévaluation, les transferts de migrants ont tendance à réduire ce mésalignement avec le TCER observé. À l'inverse, lorsqu'il y a une sous-évaluation, les transferts ont tendance à accentuer légèrement cet effet dans le cas tunisien et, à un moindre degré, dans le cas algérien. En conséquence, les transferts par leur impact sur le taux de change n'ont pas d'incidence négative sur la compétitivité prix des trois pays du Maghreb. L'usage des transferts par les familles récipiendaires, les caractéristiques contra cycliques des transferts des migrants, le rôle du secteur financier et la politique de change menée réduisent le risque de surévaluation du change et le « syndrome hollandais » qui en découlerait.

**Chrysost Bangaké et Jude Eggoh** analysent, de leur côté, l'impact des transferts de fonds des migrants sur l'inclusion financière. En travaillant sur un large panel de 111 pays sur la période 2004-2017 et en utilisant un modèle à effets fixes, Chrysost Bangaké et Jude Eggoh montrent que les transferts de fonds des migrants améliorent l'inclusion financière des pays récipiendaires. L'impact de ces transferts sur l'inclusion financière est non linéaire, il est plus particulièrement marqué, associé au *mobile banking*, dans les pays où le système financier est sous-développé et peu performant. En conséquence, dans ces pays, les politiques visant une plus large inclusion financière doivent adopter un cadre réglementaire et institutionnel favorable aux transferts financiers monétaires.

Enfin, dans un travail plus descriptif, **Sandrine Mesplé Soms et Bjorn Nilsson** étudient, d'après les dernières enquêtes effectuées en 2011 et 2016, les caractéristiques des migrations internationales des Maliens et celles de la région de Kayes où les flux de migration sont les plus importants. Il apparaît notamment que les pays africains côtiers devancent désormais la France comme destination principale des immigrés et que les transferts financiers des immigrés maliens ont un impact ambigu sur les inégalités de revenu : ils bénéficient plus en volume aux ménages aisés qui ont pu financer au préalable le départ des migrants, mais ils demeurent même s'ils sont d'un poids limité un facteur non négligeable de réduction de la pauvreté pour les ménages bénéficiaires.

## REFERENCES

- Adamowicz W., Hanemann M., Swait J., Johnson R., Layton D., Regenwetter M., Reimer T., Sorkin R.**, 2005, Decision strategy and structure in households : a "groups" perspective, *Marketing Letters*, 16(3), 387-399.
- Aeberhardt R., Rathelot R.**, 2013, Les différences liées à l'origine nationale sur le marché du travail français, *Revue française d'économie*, XXVIII, 43-71.
- Aeberhardt R., Fougère D., Pouget J., Rathelot R.**, 2010, Wages and Employment of French Workers with African Origin, *Journal of Population Economics*, 23(3), 881-905.
- Albouy D., Stuart B.**, 2015, *Urban population and amenities: The neoclassical model of location*, NBER Working paper 19919, National Bureau of Economic Research, Cambridge.
- Algan Y., Dustmann C., Glitz A., Manning A.**, 2010, The Economic Situation of First and Second-Generation Immigrants in France, Germany and the United Kingdom, *Economic Journal*, 120(542), 4-30.
- Antolin P., Bover O.**, 1997, Regional migration in Spain: the effect of personal characteristics and of unemployment, wage and house price differentials using pooled cross-sections. *Oxford Bulletin of Economics and Statistics*, 59(2), 215-235.
- Bateman I., Munro A.**, 2005, An experiment of risky choices among households, *Economic Journal*, 115(502), 176-189.

- Bauer T., Zimmermann K.**, 1999, Assessment of possible migration pressure and its labor market impact following EU enlargement to Central and Eastern Europe. A study for the Department of Education and Employment, UK, IZA Research Report.
- Bauer T., Epstein G., Gang I.**, 2005, Enclaves, language, and the location choice of migrants, *Journal of Population Economics*, 18(4), 649-662.
- Bayer P., Keohane N., Timmins C.**, 2009, Migration and Hedonic Valuation: The Case of Air Quality, *Journal of Environmental Economics and Management*, 58, 1-14.
- Becker G.**, 1962, *Human capital*, Columbia University Press.
- Borjas G.**, 1987, Self-selection and the earnings of immigrants, *American Economic Review*, 77(4), 531-553.
- Borjas G., Bronars S., Trejo S.**, 1992, Self-Selection and Internal Migration in the United States, *Journal of Urban Economics*, 32(2), 159-85.
- Boschman S., Van Ham M.**, 2015, Neighbourhood selection of non-Western ethnic minorities: Testing the own-group effects hypothesis using a conditional logit model, *Environment and Planning A*, 47, 1155-1174.
- Bouvard L., Decreuse B., Combes P-P., Laouénan M., Schmutz B., Trannoy A.**, 2009, Géographie du chômage des personnes d'origine africaine : Une discrimination sur le marché du logement ?, *Revue Française d'Économie*, 23(3), 4-55.
- Bratsberg B., Barth E., Raaum O.**, 2006, Local Unemployment and the Relative Wages of Immigrants: Evidence from the Current Population Surveys, *Review of Economics and Statistics*, 88(2), 243-263.
- Brücker H., Fachin S., Venturini A.**, 2011, Do foreigners replace native immigrants? A panel cointegration analysis of internal migration in Italy, *Economic Modelling*, 28(3), 1078-1089.
- Bruelckner J., Thisse J.F., Zenou Y.**, 1999, Why is central Paris rich and downtown Detroit poor? An amenity-based theory, *European Economic Review*, 43, 91-107.
- Calvo-Armegnol A., Jackson M.**, 2007, Networks in labor markets: Wage and employment dynamics and inequality, *Journal of Economic Theory*, 132(1), 27-46
- Cavaillès J., Joly D., Hilal M., Brossard T., Cardot H., Wavreski P.**, 2009, The price of climate: revealed preferences of French consumers, Acts of the World Bank 5<sup>th</sup> Urban Research Symposium.
- Chen Y., Rosenthal S.**, 2008, Local amenities and life-cycle migration: Do people move for jobs or fun?, *Journal of Urban Economics*, 64(3), 519-537.
- Chiswick B.**, 2000, Are Immigrants Favorably Self-Selected? An Economic Analysis, IZA Discussion Paper, 131.
- Chiswick B. R., Miller P.**, 2006, *Public Policy and Immigrant Settlement*, Edward Elgar Publishing.
- Combes P. P., Duranton G., Gobillon L.**, 2008, Spatial wage disparities: Sorting matters, *Journal of Urban Economics*, 63(2), 723-742.
- Courgeau D.**, 1984, Relations entre cycle de vie et migrations, *Population*, 39(3), 483-513.
- Cragg M., Kahn M.**, 1997, New estimates of climate demand: Evidence from location choice, *Journal of Urban Economics*, 42(2), 261-84.
- De Jong G., Roempke D., St. Pierre T.**, 2005, Welfare Reform and Interstate Migration of Poor Families, *Demography*, 42(3), 469-96.
- Debrand T., Taffin C.**, 2005, Les facteurs structurels et conjoncturels de la mobilité résidentielle depuis 20 ans, *Économie et Statistique*, 381(1), 125-146.
- Decreuse B. Schmutz B.**, 2012, Residential Mobility and Unemployment of African Immigrants in France: A Calibration Approach, *Annals of Economics and Statistics*, 107/108, 51-91.
- Dimou M., Ettouati S., Schaffar A.**, 2020, From dusk till dawn: the residential mobility and location preferences of immigrants in France, *Annals of Regional Science*, DOI: 10.1007/s00168-020-00984-6.
- Docquier F., Marfouk A.**, 2006, International migration by educational attainment (1990-2000), in Ozden, C., M. Schiff (eds), *International migration, remittances and the brain drain*, Palgrave-Macmillan.
- Docquier F., Rapoport H.**, 2012, Globalization, Brain Drain and Development, *Journal of Economic Literature*, 50(3), 681-730.
- Duguet E., Léandri N., L'Horty Y., Petit P.**, 2010, Are Young French Jobseekers of Ethnic Immigrant Origin Discriminated Against? A Controlled Experiment in the Paris Area, *Annales d'Économie et de Statistique*, 99-100, 187-215.

- Dustmann C., Preston I.**, 2007, Racial and Economic Factors in Attitudes to Immigration, *The B.E. Journal of Economic Analysis & Policy*, 7(1), 1-41.
- Edin P., Fredriksson P., Åslund O.**, 2003, Ethnic Enclaves and the Economic Success of Immigrants – Evidence from a Natural Experiment, *The Quarterly Journal of Economics*, 118, 329-357.
- Ettouati S., Schaffar A.**, 2020, Localisation résidentielle des étrangers en France : mythes et réalités, *Revue d'Economie Régionale et Urbaine*, 3, sous presse.
- Galloway L.E.**, 1969, The effect of geographic labor mobility on income: A brief comment, *Journal of Human Resources*, 4(1), 103-109.
- Glaeser E., Tobio K.**, 2008, The rise of the Sunbelt, *Southern Economic Journal*, 74(3), 610-643.
- Glaeser E., Gottlieb J.**, 2009, The Wealth of Cities: Agglomeration Economies and Spatial Equilibrium in the United States, *Journal of Economic Literature*, 47(4), 983-1028.
- Gobillon L.**, 2001, Emploi, logement, mobilité résidentielle, *Économie & Statistique*, 349-350.
- Graves P., Mueser P.**, 1995, Examining the Role of Economic Opportunity and Amenities in Explaining Population Redistribution, *Journal of Urban Economics*, 37(2), 176-200.
- Graves P., Knapp T.**, 1989, On the role of amenities in models of migration and regional development, *Journal of Regional Science*, 29, 71-87.
- Greenwood M.J.**, 1973, Urban Economic Growth and Migration: Their Interaction, *Environment and Planning*, 5, 91-112.
- Grogger J., Hanson G.**, 2011, Income maximization and the selection and sorting of international migrants, *Journal of Development Economics*, 95, 42-57.
- Harris J.R., Todaro M.P.**, 1970, Migration, Unemployment and Development: A Two-Sector Analysis, *American Economic Review*, 60(1), 126-142.
- Hernandez-Murillo R., Ott L., Owyang M., Whalen D.**, 2011, Patterns of Interstate Migration in the United States from the Survey of Income and Program Participation, *Federal reserve Bank of St Louis Review*, 93(3), 169-185.
- Hum D., Simpson W.**, 2004, Economic Integration of Immigrants to Canada: A Short Survey, *Canadian Journal of Urban Research*, 13(1), 46-61.
- Isaacs J., Sawhill I., Haskins R.**, 2008, *Economic mobility in America*, The Brookings Institution.
- Jayet H.**, 1996, L'analyse économique des migrations, une synthèse critique, *Revue Économique*, 47(2), 193-226.
- Joly D., Brossard T., Cardot H., Cavailhes, J. Hilal, M., Wavresky P.**, 2010, Les types de climat en France: une construction spatiale, *Cybergeo*, 23155.
- Krieg, R.G.**, 1997, Occupational change, employer change, internal migration, and earnings. *Regional Science and Urban Economics* 27, 1-15.
- Krieger H., Maître B.**, 2006, Migration Trends in an Enlarging European Union, *Turkish Studies*, 7(1), 45-66.
- Leary M., McCarthy J.**, 2013, *The Routledge companion to urban regeneration*, Routledge, London.
- Maddison D.**, 2003, The amenity value of the climate: The household production function approach, *Resource and Energy Economics*, 25(2), 155-175.
- Mansoor A., Quillin B.**, 2006, *Migration and Remittances. Eastern Europe and the Former Soviet Union*, The World Bank.
- Marcucci E., Rotaris L., Danielis R.**, 2010, Environmental quality and accessibility: trade-offs in household residential location choice, *Scienze Regionali*, 9(2), 25-45.
- McCormick B., Wahba J.**, 2001, *Migration and the productivity of ldc mega-cities: Evidence from the Cairo Conurbation*, University of Southampton, UK.
- McKenzie D. Rappoport H.**, 2012, Self-Selection Patterns in Mexico-U.S. Migration: The Role of Migration Networks, *Review of Economics and Statistics*, 92(4), 811-821.
- Meurs D., Pailhé A., Simon P.**, 2006, The Persistence of Intergenerational Inequalities linked to Immigration: Labour Market Outcomes for Immigrants and their Descendants in France, *Population*, 61(5), 645-682.
- Pan Ké Shon J-L.**, 2010, The ambivalent nature of ethnic segregation in France's disadvantaged neighbourhoods, *Urban Studies* 47(8), 1603-1623.
- Pissarides C., McMaster I.**, 1990, Regional Migration, Wages and Unemployment: Empirical Evidence and Implications for Policy, *Oxford Economic Papers*, 42(4), 812-831.

- Platt L.**, 2005, The Intergenerational Social Mobility of Minority Ethnic Groups, *Sociology*, 39(3), 445-461.
- Poot J., Waldorf B., Wissen L.**, 2009, *Migration and Human Capital*, Edward Elgar publishing, London.
- Rappaport J.**, 2007, Moving to nice weather, *Regional Science and Urban Economics* 37(3), 375-398.
- Rathelot R.**, 2010, Origine et quartier. Expliquer le salaire et l'emploi des descendants d'immigrés, *Revue d'économie régionale et urbaine*, 1, 27-55.
- Ravenstein E.G.**, 1875, The laws of migrations, *Journal of the Statistical Society of London*, 48(2), 167-235.
- Roback J.**, 1982, Wages, rents and the quality of life, *Journal of Political Economy*, 90, 1257-1278.
- Roger A., Castro L.**, 1981, *Model migration schedules*, International Institute of Applied Systems Analysis, Laxenburg, Austria.
- Rogers A., Willekens F. (eds.)**, 1986, *Migration and Settlement: A Multiregional Comparative Study*, Reidel, Dordrecht.
- Rosen S.**, 1979, Wage-based indexes of urban quality of life, in Mieszkowski P., Straszheim M. (eds) *Current Issues in Urban Economics*, John Hopkins Press.
- Rosenbloom J., Waldorf B.**, 2001, Older travelers: does place or race make a difference?, *Transportation research circular*, 103-120.
- Roy A.**, 1951, Some Thoughts on the Distribution of Earnings, *Oxford economic paper*, 135-146.
- Schaffar A. Dimou M., Mouhoud M.**, 2018, The determinants of elderly migration in France, *Papers in Regional Science*, 98(2), 951-974.
- Silberman R., Alba R., Fournier I.**, 2007, Discrimination in the Labour Market against the Second Generation, *Ethnic and Racial Studies*, 30(1), 1-27.
- Sjaastad L. A.**, 1962, The costs and returns of human migration, *Journal of Political Economy*, 70(5), 80-93.
- Vignale M.**, 2016, Mobilités interrégionales de jeunes diplômés du supérieur : qui forme pour qui ?, *Céreq Bref*, 347.
- Waldorf B.**, 2009, Is human capital accumulation a self-propelling process? Comparing educational attainment levels of movers and stayers, *Annals of Regional Science*, 43(2), 323-344.
- Waltert A., Schläpfer M.**, 2010, Landscape amenities and local development: A review of migration, regional economic and hedonic pricing studies, *Ecological Economics*, 70(2), 141-152.
- Warnes, A.**, 1992. Migration and the life course, in Champion, A.G., Fielding, A.J. (eds.), *Migration Processes and Patterns Volume 1: Research Progress and Prospects*, Belhaven, London.
- Whisler R., Waldorf B., Mulligan G., Plane D.**, 2008, Quality of life and the migration of the college-educated: A life-course approach, *Growth and Change*, 39(1), 58-94.
- Zavodny M.**, 1999, Determinants of Recent Immigrants' Locational Choices, *International Migration Review*, 33(4), 1014-1030.

---

## An introduction to migration economics

**Abstract** - We propose, without trying to be exhaustive, to visit the main approaches in economics on migration through various fundamental questions related to interregional or international mobility: who is migrating and why? Where does he go? How integration takes place to his new destination? This special issue of *Région et Développement* gathers a series of contributions which aim to bring some responses to these questions.

---

### Key-words

Migration economics  
Residential mobility  
Immigration

---